

LA UNE **Enfant demain**

L'enfance d'aujourd'hui est confrontée à des mutations inédites ayant des conséquences dans tous les domaines de la société : écologie, nouvelles technologies, crises économiques, inclusion... Ces changements ont un impact considérable sur le développement des enfants et des jeunes. Comment permettre aux enfants de demain de se développer dans un monde complexe en garantissant leur bien-être, en respectant leurs identités et en déployant leur pouvoir d'agir ? Site internet : <https://www.enfant-demain.fr/>

Le forum "Enfant demain", du 2 au 4 novembre, est l'un des événements de lancement du [Mois de l'Economie Sociale et Solidaire](#) (ESS).



BUDGET DES FAMILLES

La pauvreté à hauteur d'enfants

Dix ans après l'édition sur les inégalités sociales et la privation, l'UNICEF France réactualise cette thématique et propose aux enfants de s'exprimer sur les questions de pauvreté et d'exclusion sociale. Inscrivez-vous à la 6^{ème} édition de la Consultation nationale organisée par UNICEF France ! Tous les enfants et jeunes de 6 à 18 ans peuvent participer depuis le 17 octobre 2023 et jusqu'au 15 mars 2024, en ligne sur le site : tavoixtesdroits.unicef.fr. Le questionnaire se présente sous la forme d'un livret d'une centaine de questions auxquelles s'ajoutent quelques questions spécifiques destinées aux adolescents. Une dizaine de questions complémentaires est aussi proposée pour les structures médico-sociales qui le souhaitent (hébergement, protection de l'enfance, protection judiciaire). Vous pouvez également visionner le replay du webinaire "[La pauvreté à hauteur d'enfants](#)", animé le 26 septembre 2023 par l'UNICEF France.

Mal-endettement

Depuis 2016, l'Unaf est vigilante pour un réel encadrement des frais d'incidents bancaires. À force d'accumulation, les frais d'incidents bancaires peuvent générer une spirale de surendettement pour les familles, notamment les plus fragiles. Retrouvez [ici l'enquête](#).

Inégalités, pouvoir d'achat, éco-anxiété : agir sans attendre pour une transition juste

Inégalités, pouvoir d'achat, éco-anxiété : tels sont les 3 constats du diagnostic dressé par le CESE dans son [Rapport Annuel sur l'Etat de la France \(RAEF\)](#). L'objectif du Conseil Economique Social et Environnemental est, par cet avis en auto-saisine, de comprendre l'état d'esprit des Françaises et des Français. En croisant le ressenti de la population, des expertises de terrain, et des données issues des nouveaux indicateurs de richesse, le RAEF pose un diagnostic sur l'état de la société et ses préoccupations, et dessine des pistes d'actions.



POLITIQUE FAMILIALE

La prise en compte de la composition familiale dans la fiscalité

Souvent anciens, les dispositifs fiscaux mis en place pour tenir compte de la situation familiale des contribuables ont pour la plupart été institués, à l'origine, dans un objectif de soutien à la natalité. Aujourd'hui, c'est en vertu de l'article 13 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen que "la contribution commune indispensable à l'entretien de la force publique et aux dépenses d'administration doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés". C'est ce principe de la prise en compte des "facultés contributives", précisé par une abondante jurisprudence constitutionnelle, qui justifie l'existence de nombreux aménagements de la règle fiscale en fonction de la composition familiale. Lire la [Note de la Cour des Comptes](#) (19 octobre 2023).

Le Fonds national d'action sociale (Fnas)

La branche Famille de la Sécurité sociale contribue au financement de structures et de services à destination des familles (crèches, centres de loisirs, centres sociaux, lieux d'accueil enfants/parents...) par l'intermédiaire d'un fonds spécifique appelé Fonds national d'action sociale (Fnas), pour un total de 6 Md€ de dépenses en 2022. Une mission IGAS a procédé à une revue d'une partie des dépenses de ce fonds (hors actions en faveur de la petite enfance). [Lire le rapport](#) (octobre 2023).

Des militants familiaux à l'honneur

La représentation familiale est l'une des quatre missions légales des unions d'associations familiales. Elle se situe au cœur de notre action politique fondée sur la "défense de l'ensemble des intérêts matériels et moraux des familles" (art. L. 211-1 du code de l'action sociale et des familles). Ardennais de naissance et Marnais de cœur, **Daniel Fontaine** est l'un de ces nombreux représentants familiaux actifs dans une grande diversité d'institutions de la République. Il a été épinglé chevalier de l'ordre national du Mérite le 2 octobre 2023 à Châlons. Daniel Fontaine a toujours mis son ambition au service des autres, multipliant les engagements en ce sens : à la Caisse primaire d'assurance maladie de la Marne où il a travaillé 37 ans, en tant que président départemental de l'association Familles rurales de 2014 à 2020, dont il était militant dès 1984, au conseil municipal de Matougues, auprès des sapeurs-pompiers volontaires, etc. On lui doit notamment la création de partenariats avec les salles culturelles marnaises au profit des foyers qui en sont les plus éloignés, la mise en œuvre du dispositif de mobilité solidaire pour aider les personnes isolées et en difficulté à se déplacer, des manifestations pour l'attribution de la "prime covid" pour les aides à domicile, l'assainissement des situations financières de plusieurs structures sociales, etc. Retraité depuis 2017 et âgé de 68 ans, Daniel Fontaine siège et œuvre toujours au sein du Conseil régional économique social et environnemental (CESER Grand Est), des Unions régionale et départementale des associations familiales, de France assos santé Grand Est, etc. Le 5 octobre 2023, Daniel Fontaine a fait adopter le [rapport/avis sur la précarité énergétique](#) par l'assemblée plénière du CESER (voir en page 5) et, le 16 octobre à Châlons-en-Champagne, il a organisé avec sa commission du CESER une [journée consacrée à la démocratie en santé](#).

*

Jean-Louis Varet a été élu le 5 septembre 2023 président de l'Udaf des Ardennes. Il succède ainsi à **Bernard Laplace**. Engagé dans la vie associative depuis 1995 au sein de l'association [Enfance et Familles d'Adoption](#), il rejoint l'Udaf en 2016. Agé de 61 ans, en activité, Jean Louis Varet est investi dans les secteurs associatif (EFA, AAPH), culturel et culturel à Charleville-Mézières. L'Udaf des Ardennes remercie Bernard Laplace pour son investissement et son engagement au service des familles ardennaises durant ses 18 années de Présidence et félicite Jean Louis Varet pour ses nouvelles fonctions.

La politique familiale a-t-elle une incidence sur la natalité ?

726 000 bébés sont nés en France en 2022. Il s'agit, selon une récente étude de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), du niveau de naissances le plus bas en France depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'Insee montre également l'évolution des naissances en dix ans, notamment leur augmentation chez les femmes de 40 ans et plus. Le phénomène concerne pratiquement toutes les régions. Les naissances sont particulièrement en baisse dans six régions de France hexagonale dont le Grand Est (-3,2%). On pourra relire avec intérêt la fiche thématique (datant de 2021) qui tente de répondre à la question : [La politique familiale a-t-elle une incidence sur la natalité ?](#)

Notons à ce sujet avec satisfaction que le 23 octobre 2023, la commission mixte paritaire (CMP) du Parlement est parvenue, dans un texte commun, à réintroduire l'article 10 du [projet de loi pour le plein emploi](#), portant sur le Service public de la petite enfance, qui avait été supprimé à l'Assemblée nationale le 3 octobre. Le texte de compromis doit être adopté définitivement par les deux assemblées dans les prochaines semaines. En commençant par le Sénat le 9 novembre 2023, puis par l'Assemblée nationale qui n'a pas encore fixé de date d'examen, en raison du calendrier de l'examen des textes budgétaires ([projet de loi de finances 2024](#) et [projet de loi de financement de la Sécurité Sociale 2024](#)) dont nous reparlerons dans un prochain Panorama.

PROTECTION DE L'ENFANCE

Rapport de la Cour des Comptes

Créés par la loi dite "Perben I" du 9 septembre 2002, les 54 centres éducatifs fermés (CEF) de la protection judiciaire de la jeunesse et les 6 établissements pénitentiaires pour mineurs (EPM) de l'administration pénitentiaire sont des dispositifs ambitieux, nés d'une même volonté de concilier le travail éducatif et la contrainte, pour des publics considérés comme difficiles. Au 1^{er} janvier 2022, 455 mineurs étaient placés en CEF et 244 mineurs étaient détenus en EPM. La Cour des Comptes a souhaité dresser [un bilan de ces deux dispositifs](#), vingt ans après leur création.

La [Journée internationale des droits de l'enfant](#) est le 20 novembre. Elle est comme chaque année l'occasion de valoriser les actions éducatives menées au quotidien avec les enseignants et les acteurs de l'enfance.

JEUNESSE

Un jeune un mentor

"Avec le mentorat, dépassons nos frontières". Tel est le mot d'ordre de la campagne en faveur du mentorat déployée dans toute la France depuis le 18 octobre et jusqu'au 15 décembre 2023. Pas question ici de frontières physiques mais des barrières de tout ordre – sociales, économiques, culturelles...- qui divisent notre société et limitent les rêves et opportunités des jeunes. Plus d'informations : ["1 jeune, 1 mentor"](#), [la rencontre qui a changé leur vie](#) ; [Le mentorat, un levier essentiel pour les jeunes](#) ; ["1 jeune 1 solution" continue d'enrichir son offre](#).

Grande enquête sur l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle

L'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (EVARS) est une éducation à une citoyenneté complète promouvant des relations affectives saines, le consentement, la tolérance à l'égard des minorités et la lutte contre les inégalités. Ce sujet concerne un spectre très large d'acteurs, c'est ce qui motive la grande consultation engagée par la Délégation des Droits des Femmes et à l'Égalité du CESE auprès de différents publics : professionnelles et professionnels en milieu scolaire et hors milieu scolaire, les enfants et les jeunes ainsi que les organisations de la société civile. Vous souhaitez participer ? [Répondez au questionnaire qui vous correspond](#).

Assises de la vie étudiante

La Métropole du Grand Nancy lance les [Assises de la Vie Étudiante](#), une démarche pour recueillir vos idées, vos envies et vos projets afin d'améliorer le cadre de vie et le quotidien des étudiant(e)s sur le territoire, et surtout les traduire en actions. Pour ce faire, la Métropole va à votre rencontre et vous donne la parole de septembre 2023 à mai 2024.



SANTE

Pénurie de médicaments : comment en est-on arrivé là ?

Depuis une dizaine d'années, les pénuries de médicaments essentiels s'aggravent en France mais aussi partout dans le monde. Selon l'Agence nationale de la sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), plus de 3 700 ruptures ou risques de ruptures de médicaments ont été signalées sur le sol français en 2022, contre 700 en 2018 et moins de 200 en 2012. Toutes les catégories de médicaments sont concernées. Les causes de ces pénuries sont multiples. [Lire l'article](#).

Hôpitaux : la difficile restauration de leurs capacités financières

La crise sanitaire liée au Covid-19 a révélé la situation préoccupante et dégradée des hôpitaux publics. Cette situation s'est paradoxalement améliorée pendant la crise. Aujourd'hui, un tiers des hôpitaux est contraint de limiter ses investissements aux dépens de la qualité de l'accueil et des équipements. La Cour des comptes, dans son [rapport](#) rendu public le 12 octobre 2023, évalue la situation financière des établissements de santé. Elle alerte sur "l'urgence" d'un redressement financier des hôpitaux publics. Ce redressement devrait être opéré au cas par cas et non dans sa globalité. [Lire l'article](#).

La santé mentale des Français se dégrade en 2023

À partir des données de surveillance d'hôpitaux et de SOS Médecins, [Santé publique France](#) constate que les recours aux soins d'urgence pour troubles de l'humeur, idées et gestes suicidaires ont fortement augmenté depuis 2021 et restent à un niveau élevé en 2023. Cette hausse s'est même poursuivie chez les jeunes de 18-24 ans. Dans cette tranche d'âge, ils étaient 20,8% à être concernés par la dépression en 2021, contre 11,7% en 2017. L'agence sanitaire a, par ailleurs, publié [les résultats de ses dernières vagues d'enquête Coviprev](#), mises en place depuis 2020, qui permettent de suivre l'évolution de la santé mentale des Français. [Lire l'article](#).

Plan Régional Santé Environnement 4 (2023-2027)

Le CESER Grand-Est a adopté le 4 octobre 2023 son [avis sur le 4^{ème} Plan Régional Santé Environnement](#) 2023 – 2027. Le CESER estime que les points forts de ce plan sont les suivants : la diversité des domaines abordés, une approche préventive, une collaboration interdisciplinaire, un engagement communautaire.

*

SOCIETE CIVILE ORGANISEE

Outre l'avis ci-dessus, portant sur le PRSE, le CESER Grand Est, assemblée régionale de la "société civile organisée", a adopté les 4 et 5 octobre 2023 plusieurs avis importants, sur lesquels nous revenons ici.

Les enjeux de la transformation du marché du travail dans les bassins de vie transfrontaliers

Conscient des risques que comporte la transformation du marché du travail, le CESER Grand Est propose une réflexion sur l'encadrement de cette évolution dans les bassins de vie transfrontaliers. Dans cette optique, il formule dans [cet avis](#) quelques recommandations de nature à favoriser une meilleure harmonisation et équité des règles, des pratiques et des situations dans ces territoires frontaliers du Grand Est. On pourra lire [ici la synthèse](#).

Schéma Régional de Développement du Tourisme 2022-2028

Le CESER Grand Est, dans [son avis](#), approuve le choix des 6 filières thématiques prioritaires retenues par la Région. En revanche, le CESER constate que le transfrontalier n'est quasiment pas évoqué dans ce schéma. Pourtant, il existe des initiatives locales de coopération touristique transfrontalière, notamment dans la Grande Région, qui auraient mérité d'être mentionnées.

Développement des compétences d'aujourd'hui et de demain : quels enjeux de l'école à l'entreprise ?

Le CESER Grand Est, dans [son avis](#), montre à nouveau la plus-value de l'approche par compétences sur deux aspects essentiels : la coopération et la réflexivité. La méthodologie permet de croiser les regards entre le monde de la formation professionnelle, de l'institution et le monde académique dans un esprit coopératif. On pourra [lire cette synthèse](#).



LOGEMENT ET POLITIQUE DE LA VILLE

Vers un plan ambitieux en faveur de la rénovation énergétique des logements pour en faciliter l'accès à tous

Bien que ce sujet de la précarité énergétique soit intégré depuis plusieurs années dans les politiques publiques, les enjeux pour les années qui viennent sont importants et dépendent de multiples facteurs : vacance des logements à résoudre (sans compter ceux qui risquent de le devenir en raison de l'interdiction prochaine de louer à ceux qui ont un mauvais Diagnostic de Performance Energétique – DPE), accélération du vieillissement de la population et démographie en perte de vitesse, rareté du foncier disponible pour construire des nouveaux logements, augmentation des coûts des matériaux de construction, raréfaction des ressources dont l'eau utile pour la construction, difficultés de recrutement dans la filière du bâtiment, demandes et besoins en logement de la population non satisfaits, nouvelles nécessités environnementales... En liens : [Rapport et avis CESER Grand Est sur la Rénovation énergétique des logements ; Synthèse](#).

L'efficacité des aides

Dans un rapport publié le 26 octobre 2023 sur "[le soutien aux logements face aux évolutions climatiques et au vieillissement de la population](#)", la Cour des comptes passe au crible l'efficacité des aides. Les magistrats de la rue Cambon dressent un bilan mitigé du dispositif phare MaPrimeRénov', conçu en 2020 pour massifier la rénovation thermique. Encore en cours de construction, MaPrimeAdapt', conçue pour adapter le logement des seniors, ne déclenche à ce stade guère d'enthousiasme. Alors que le scénario d'un réchauffement d'environ 2° C en 2050 est sur la table, la France pourrait compter, la même année, 7,2 millions d'habitants âgés de 75 à 84 ans, soit 75% de plus qu'aujourd'hui. Et pourtant, "depuis plus de quinze ans, les politiques publiques en matière d'habitat ont priorisé la rénovation énergétique, mais n'ont pris en compte le vieillissement à domicile que de manière embryonnaire".

Comité interministérielle des villes

Après des mois d'attente pour les élus de banlieue, le Comité interministériel des villes (CIV) s'est finalement tenu le 27 octobre 2023 à Chanteloup-les-Vignes (Yvelines). Pour le gouvernement, ce rendez-vous est le volet "cohésion" de la réponse globale aux émeutes que le président de la République avait demandée, après le volet "régalien" présenté la veille (voir plus bas). Mais c'est aussi l'occasion de donner corps au fameux plan "Quartiers 2030" qui comporte des mesures sur l'emploi et l'entrepreneuriat, la transition écologique et l'accès aux services publics, dont l'école et la sécurité. À retenir de la vision "Quartiers 2030" de la politique de la ville : l'"émancipation" plutôt que la "réparation", de la souplesse pour les futurs contrats de ville (à signer au plus tard le 31 mars 2024) et la réaffirmation d'un objectif de mixité sociale dans le logement. [Lire l'article](#) ; [le dossier de presse du CIV](#) ; le [discours d'Elisabeth Borne](#).

Élisabeth Borne a présenté le 26 octobre, devant un parterre de maires la série de mesures préparées par le gouvernement pour faire en sorte que les violences urbaines du début de l'été "ne se reproduisent pas". Jusqu'ici, les réponses du gouvernement aux émeutes ont été centrées sur la question des reconstructions et réparations. À ce jour, 60% des bâtiments concernés auraient été remis en état. [Lire l'article](#).

Après le Comité interministériel des villes

Les associations qui travaillent au quotidien avec les familles de ces quartiers, observent un décalage entre les réalités de terrain et les annonces gouvernementales, surtout concernant la responsabilité parentale. [Lire l'article](#).

Au sujet de la mesure-choc consistant à ne pas attribuer de logements sociaux dans les quartiers prioritaires de la ville aux ménages bénéficiant du Droit au logement opposable (Dalo), la Fondation Abbé Pierre pense qu'il s'agit d'"[une fausse bonne idée](#)" : ça va réduire la capacité à mettre en œuvre le droit au logement. C'est ce qu'a exprimé Christophe Robert, délégué général de la Fondation au micro de France Info.

La présidente de l'Union Sociale pour l'Habitat alerte : [Logement social : "C'est inédit, on n'a jamais eu autant de demandeurs en France"](#), alerte Emmanuelle Cosse (3 octobre 2023)

Et l'intercommunalité dans tout ça ? Concomitamment au CIV, *Intercommunalités de France* a publié ses propositions "[pour une politique de la ville renouvelée au service des quartiers et de leurs habitants](#)". Regrettant que la politique de la ville réponde aujourd'hui à une "approche trop rigide, descendante, uniforme" et "fragmentée par la juxtaposition de dispositifs spécifiques ou d'appels à projets", l'association milite pour une politique "intégrée et décloisonnée" et insiste notamment sur "la nécessité d'articuler les échelles": "celle du quartier, avec la commune dans son rôle de proximité, et celle du bassin de vie, avec l'intercommunalité responsable du développement local".

La mémoire du logement social à Strasbourg

Un siècle après la création de l'OPHBM de Strasbourg (ancêtre de l'office HLM CUS Habitat, désormais devenu OPHEA), durant la mandature du maire Jacques Peirottes (décision du conseil municipal, suivie du décret du 20 janvier 1923), le [Club Jacques Peirottes](#) a proposé le 30 septembre dernier une Journée autour du logement social à Strasbourg. La matinée était consacrée à diverses interventions : les premiers logements sociaux à Strasbourg avant 1914 (Marie Pottecher, conservatrice en chef du patrimoine), les réalisations du socialisme municipal dans l'entre-deux-guerres (Jean-Claude Richez, historien), les grands chantiers depuis 1945 (Gauthier Bolle, maître de conférences, ENSAS). Jean-Claude Dick (professeur émérite de l'École d'urbanisme de Paris) a complété la réflexion avec sa conférence "Actualités et impasses du logement social aujourd'hui". L'après-midi, une balade dans la ville a illustré les propos à la découverte de réalisations telles que les cités Rotterdam, Esplanade, Elsau et HautePierre.

[Retour ici sur le Congrès HLM](#) : le Gouvernement et le Mouvement Hlm prennent des engagements pour la transition écologique et la production de logements sociaux.

La crise de l'immobilier

Avec des taux d'emprunt autour de 4% depuis presque un an, le secteur de l'immobilier s'enfonce dans la crise. Les acheteurs ne peuvent plus emprunter, les propriétaires sont obligés de baisser leurs prix de vente, tandis que les locataires, eux, voient augmenter encore et toujours les loyers. [L'exemple de Strasbourg](#) : Frédéric Bernhard, co-président de la FNAIM, qui représente les professionnels de l'immobilier, dans le Bas-Rhin, s'en explique au micro de France Bleu Alsace. La [crise de l'immobilier](#) que nous traversons devrait, selon tous les pronostics, s'installer profondément en 2024.

L'évolution des loyers

L'indice de référence des loyers (IRL) détermine les plafonds d'augmentation annuelle des loyers que les propriétaires peuvent exiger de leurs locataires, lorsque le bail comporte une clause de révision annuelle des loyers. Le 13 octobre 2023, l'Insee a publié l'IRL du 3^e trimestre 2023. Celle-ci s'élève à 141,03 (contre 140,59 au 2^e trimestre, soit + 3,49 %). En effet, la hausse est limitée à 3,5 % en métropole jusqu'en avril 2024. Cette mesure vise à prendre en considération le niveau élevé d'inflation.

Le [décret n°2023-897](#) du 27 septembre 2023 majore les prix de base au mètre carré permettant de déterminer la valeur locative. Celle-ci résulte du produit de la surface corrigée par le prix de base au mètre carré de chacune des catégories de logement.



TRANSITIONS

Le tri des biodéchets

Au 1^{er} janvier 2024, les Français devront trier leurs biodéchets, afin que les 5,5 millions de tonnes de déchets verts et alimentaires jetés chaque année puissent être valorisés. Si la mesure est prévue dans la loi "Anti-gaspillage pour une économie circulaire" (AGEC) de 2020, à 2 mois de l'échéance, les collectivités ne sont pas prêtes. Seul un quart des Français sera prêt. Selon [une étude](#) de l'Agence de la transition écologique (Ademe) publiée en 2022, une centaine de collectivités offrent aujourd'hui à leurs usagers une collecte séparée des biodéchets. [Lire l'article](#) de la Chambre de Consommation d'Alsace et du Grand Est.

Mobilités

Lors du 33^e congrès d'*Intercommunalités de France*, le président Sébastien Martin a plaidé à nouveau pour l'ouverture "d'un nouveau round, d'un an, afin de permettre aux communautés de communes de prendre la compétence mobilités". Près de quatre ans après l'adoption de la loi d'orientation des mobilités (LOM), les questions de gouvernance restent prégnantes. Tout comme celle du financement, singulièrement en milieu rural où le versement mobilité ne permet pas de répondre aux défis des transports décarbonés. Ce qui n'est pas sans inviter certaines intercommunalités à la prudence... [Lire l'article](#).

Les Français et la transition écologique

Lors de ce même Congrès d'*Intercommunalités de France* à Orléans, [deux enquêtes sur l'acceptabilité sociale](#) de la transition écologique ont été présentées le 11 octobre. Un premier sondage exclusif, réalisé par l'Ifop, montre que les Français sont largement conscients des conséquences du changement climatique et sont prêts à consentir aux politiques publiques en faveur de la transition écologique. Mais une seconde enquête réalisée auprès des présidents des intercommunalités sur leur perception de cette acceptabilité montre des résultats plus nuancés. [Lire l'article](#).

Dans le même temps, le [Conseil de développement durable du Grand Nancy](#), qui accueillait Mathieu Klein, président de la Métropole, le 3 octobre 2023 lors de sa session plénière, s'est vu saisir d'une demande de contribution concernant les changements de comportement en matière de mobilité liés à la mise en place de la future Zone à Faible Emission.

Pour atteindre la neutralité carbone en 2050, les associations de collectivités ont remis le 12 octobre 2023 leur propre "[scénario PPE des territoires](#)" à la ministre de la Transition énergétique. Ce scénario vise en priorité une forte réduction de la consommation d'énergie et un mix énergétique privilégiant le développement des énergies renouvelables et de récupération, locales et décarbonées, notamment sous forme de chaleur renouvelable.

Lire le [rapport – riche de 25 propositions "pour allier transition écologique et justice sociale"](#), concluant six mois de travaux conduits par Jean-Luc Moudenc, premier vice-président de France urbaine, maire de Toulouse, président de Toulouse Métropole, Anne-Marie Jean, vice-présidente de l'Eurométropole de Strasbourg, Éric Hémar, président de l'Union des entreprises de transport et logistique de France, et Daphé Chamard-Teirlinck, chargée de projet au Secours catholique.

Lire [le rapport dirigé par Barbara Pompili](#) portant sur l'acceptabilité des Zones à Faibles Emissions, les enseignements à tirer de l'expérience des pays européens (octobre 2023, 134 pages).

Eolien

La France accuse du retard sur les "objectifs ambitieux" qu'elle s'est fixée pour l'éolien, pointe la Cour des comptes dans [un rapport publié le 17 octobre 2023](#). Obstacles réglementaires, planification spatiale restant à concrétiser, concurrence insuffisante pour les appels d'offres d'éolien terrestre, soutiens à adapter... : la juridiction passe en revue les causes des difficultés rencontrées par le secteur et livre plusieurs recommandations pour y remédier.

"Epargnons l'avenir": le levier de la finance durable

Face aux besoins majeurs de financement (estimés à plus de 100 milliards d'euros par an selon l'ACE, rien qu'en France et uniquement sur l'atténuation du changement climatique), la finance durable est un levier incontournable de la transition écologique. Financeurs publics et privés doivent ainsi contribuer à la transition de l'économie réelle sur de multiples secteurs : transports, bâtiments, énergie, etc. D'autant qu'avec 6 000 milliards d'euros, l'épargne des Français est l'une des plus importantes en Europe. Dès lors, comment la finance durable peut-elle être utilisée pour favoriser la transition écologique ? Pour informer le grand public (les épargnants) et les professionnels (les conseillers financiers) sur le rôle qu'ils peuvent jouer, l'Ademe a lancé le 27 octobre 2023 sa campagne "[Epargnons l'avenir](#)" pour apporter de l'information sur ce qu'est la finance durable, les enjeux de la transition et les points de vigilance pour garder un œil critique éclairé.

Les Assises de l'Air

Organisées par par [ATMO Grand Est](#), les 3^e Assises Régionales Air Climat Énergie Santé se sont déroulées à Nancy le 5 octobre 2023, avec des ateliers et table-rondes ayant permis d'éclairer sur les nouveaux enjeux pour demain. Parmi les sujets abordés : les enjeux relatifs à l'urbanisme, aux mobilités ou encore le logement sur fond de santé environnementale des populations et des écosystèmes.

Loi du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte

Ouverture d'usines accélérée, réhabilitation des friches, plan d'épargne avenir climat pour les jeunes, commande publique fléchée vers les entreprises vertueuses... Voici quelques-unes des mesures de la [loi pour soutenir l'industrie verte](#), qui a pour double objectif de créer de nouveaux emplois et de produire plus proprement. La loi a été promulguée le 23 octobre 2023. Elle a été publiée au Journal officiel du 24 octobre 2023.

Une petite révolution dans le monde de l'économie sociale et solidaire ?

Arriver à vivre, financièrement, d'un projet qui ne serait pas rentable : est-ce possible ? La Suisse Sophie Swaton, philosophe et économiste, s'est penchée sur le projet d'un [Revenu de Transition Écologique](#). Le principe : avoir une activité qui respecte le vivant, les relations humaines, et qui fasse sens. La chercheuse de l'Université de Lausanne a créé la fondation [Zoein](#), qui soutient les initiatives qui pourraient être bénéficiaires de ce RTE et qui les accompagne. En France, [sa soeur jumelle \(Zoein France\)](#) existe depuis 2019. Elle soutient une dizaine d'associations qui travaillent autour de ce RTE. *Byfurk*, à Strasbourg, en fait désormais partie. C'est [à lire ici](#) (Rue89 Strasbourg).

Le Forum des Métiers Porteurs de Sens

L'Uriopss Grand Est s'associe à l'UDES, Activ'Action, Trans'Versants, la FAS Grand Est, l'URSIEA, la CRESS Grand Est, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg pour l'organisation du [Forum des Métiers Porteurs de Sens](#) dédié à l'économie sociale et solidaire (ESS). Celui-ci aura lieu le 21 novembre, toute la journée (9h à 19h) à Kaleidoscoop - 5 Rue de la Coopérative à Strasbourg. La matinée (de 9h à 12h) sera dédiée à l'orientation et à la formation à destination d'un public de scolaires / étudiants. L'après-midi (13h à 19h en entrée libre) sera consacrée à la découverte d'opportunités d'emploi et de l'ESS pour les demandeurs d'emploi ou les personnes en reconversion qui souhaitent s'orienter vers l'ESS et des métiers porteurs de sens.

Citoyens et territoires

[Citoyens & Territoires](#) est une association qui réunit dans notre région élus, acteurs associatifs, agents des collectivités, citoyens : tous ceux qui s'engagent, agissent et animent des projets dans les territoires locaux pour construire les transitions écologiques et sociales dans une économie de proximité et une démocratie d'implication, respectueuse de la diversité et des spécificités. *Citoyens & Territoires* propose des espaces d'échange, de dialogue et de coopération pour avancer ensemble dans la transition.

Évènements à venir repérés pour vous : <https://citoyenterritoires.fr/evenements/>

Liens connexes : [Portraits des Territoires du Grand Est et de ses départements](#) (octobre 2023)

EN BREF.... MAIS IMPORTANT

✓ **Handicap** : À la suite de l'incendie du 9 août 2023 d'un gîte à Wintzenheim ayant provoqué le décès de onze personnes en situation de handicap lors de deux séjours de vacances adaptées organisées (VAO), [une circulaire en date du 6 octobre 2023](#) a été publiée. Cette dernière impose de nouvelles mesures pour le respect des règles de sécurité incendie sur les lieux de séjours de VAO.

✓ **Grand âge** : Pour le [Conseil de l'âge](#), le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) pour 2024 représente une déception, tant par l'ambition limitée des mesures qu'il contient sur son volet autonomie, que par la montée en charge trop lente du renforcement des moyens des acteurs ou de soutien aux personnes dans un contexte d'inflation (12 octobre 2023).

✓ **Maltraitance** : 70 propositions opérationnelles issues des [Etats généraux des maltraitances](#) constituent le socle de la stratégie multidimensionnelle de lutte contre les maltraitances qui sera lancée en novembre 2023. La mise en œuvre de cette stratégie se fonde sur un rapprochement d'acteurs et une coopération essentiels.

✓ **Dénutrition des personnes âgées résidant en institution en Grand Est, enquête qualitative**

La dénutrition chez les personnes âgées est un problème majeur de santé publique. Les résultats de cette pré-enquête, réalisée par l'Observatoire Régional de la Santé Grand Est, issus de la visite et de la réalisation d'entretiens auprès de onze établissements d'hébergements pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) et leurs professionnels a permis de mettre en évidence que la lutte contre la dénutrition a connu des évolutions importantes et positives depuis une dizaine d'années. Pour en savoir plus : [accéder au rapport](#).

*

✓ **Le livre blanc du Haut conseil du travail social**

Le livre blanc du HCTS sera remis le 5 décembre 2023 à la ministre des Solidarités et des Familles, Aurore Bergé, par Mathieu Klein, son président. Ce livre blanc a pour ambition d'apporter des solutions concrètes à un travail social en crise.

✓ **Crise du rapport au travail : le diagnostic du Haut-Commissariat au Plan**

Lors du conflit sur la réforme des retraites notamment, le débat s'est porté sur la relation au travail. La place centrale du travail semble remise en cause. Les entreprises sont confrontées à des difficultés de recrutement voire à des vagues de démissions. Y a-t-il une crise du travail ? Le Haut-Commissariat au Plan répond dans une note. Il a publié, le 12 octobre 2023, la note "[La grande transformation du travail : crise de la reconnaissance et du sens du travail](#)". Elle est une réponse au débat sur la valeur travail et à la mise en cause de la place du travail dans la vie de chacun.

*

✓ **6^{ème} rapport : Paroles d'habitant-es des quartiers populaires**

"On ne veut plus rêver, on veut vraiment trouver des solutions". Ce rapport met à l'honneur les engagements et mobilisations multiples des habitants-es, malgré des constats récurrents sur les difficultés de la vie quotidienne dans les quartiers populaires. Depuis 12 ans, cette démarche se fonde sur le recueil de parole d'habitants-es, mobilisés-es par des centres sociaux. Cette édition est le fruit de l'écoute de 230 habitants-es, réunis-es par 19 centres sociaux participants à l'échelle nationale. Le rapport est consultable [ici](#). La synthèse est consultable [ici](#).

*

✓ Le Congrès national de *Familles Rurales* a réuni les 14 et 15 octobre 2023 à Metz 1200 responsables associatifs bénévoles et salariés des 80 fédérations départementales et régionales et de la branche jeunesse du Mouvement ainsi que les acteurs publics et privés (Etat, organismes publics, collectivités territoriales, entreprises, fondations...) et les acteurs associatifs de la vie des territoires. Placé sous le haut patronage de la Première ministre Elisabeth Borne, le Congrès 2023 entendait relever le défi des transitions sur le thème "[Transformer nos vies, réinventer nos territoires](#)".

L'Unaf, les Udaf et Uraf, experts de la réalité de la vie des familles depuis 1945